

## Séance ordinaire du mardi 15 octobre 2024

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Ville sportive

#### Présents :

Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION.

#### Absents / Excusés :

Taslime AKBARALY, Christian ASSAF, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER

## Utilisation des équipements sportifs municipaux par les établissements publics locaux d'enseignement rattachés au Département et à la Région - Conventions - Année scolaire 2024-2025 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Hervé MARTIN, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier contribue au développement du sport amateur et du sport de haut niveau sur le territoire par un partenariat fort avec les associations sportives. C'est aussi en collaboration avec ces associations que la Ville développe sa politique de réussite éducative et d'insertion dans la vie active. L'offre sportive montpelliéraine est extrêmement riche car diversifiée quant aux publics, aux âges et aux disciplines.

Les établissements publics locaux d'enseignement rattachés au Département de l'Hérault (collèges) et à la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée (lycées), et ne possédant pas d'équipements sportifs intégrés en nombre suffisant, peuvent utiliser des équipements appartenant à la Ville de Montpellier. En effet, il appartient en effet au Département et à la Région de s'assurer que l'enseignement de l'éducation physique et sportive puisse être dispensé dans des locaux adaptés à cette discipline. Dans cette perspective, une gestion rationnelle des équipements sportifs existants conduit à privilégier l'utilisation des équipements municipaux ouverts à un plus large public.

La Ville de Montpellier facture le coût de cette utilisation au Département, pour les collèges, et lycées concernés, selon le planning fourni par les établissements et validé par la Ville. Il convient, par convention, de définir le cadre juridique et financier de l'utilisation des équipements sportifs de la Ville de Montpellier par les établissements publics locaux d'enseignement rattachés au Département et à la Région, pour l'enseignement de l'éducation physique et sportive.

Les tarifs applicables pour la location de gymnases et d'équipements sportifs sont prévus par la délibération tarifaire annuelle de la Collectivité. Les montants facturés représentent, pour l'année scolaire 2023-2024, 14 802 heures d'utilisation par les collèges et 212 235,15 € facturés au Département, 6 391 heures d'utilisation par les lycées et 90 765,75 € facturés à la Région.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les termes de la convention relative à l'utilisation des équipements sportifs entre la Ville de Montpellier et le Département de l'Hérault et de la convention entre la Ville de Montpellier et la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre  
2024**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 25 octobre 2024**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Ville Département collèges v02
- Convention Ville Région lycées

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20241015-279456-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/10/24  
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).



**CONVENTION ENTRE**

**LA VILLE DE MONTPELLIER**

**ET LE DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT**

**POUR L'UTILISATION DES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS  
MUNICIPAUX PAR LES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS  
LOCAUX D'ENSEIGNEMENT RATTACHÉS AU  
DÉPARTEMENT**

**2024-2025**

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION.....	4
ARTICLE 2 – DURÉE DE LA CONVENTION .....	4
ARTICLE 3 – TARIFS .....	4
ARTICLE 4 – FACTURATION ET PAIEMENT .....	4
ARTICLE 5 – RELATIONS ENTRE LA VILLE ET LES COLLÈGES .....	4
ARTICLE 6 – MODIFICATION .....	5
ANNEXE N° 1.....	6
ANNEXE N° 2.....	7

## **ENTRE LES SOUSSIGNÉS :**

### **La Ville de Montpellier,**

Dont le siège est situé : 1, place Georges-Frêche, 34000 Montpellier,  
Représentée par Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier, Michaël DELAFOSSE, dûment habilité aux fins des présentes,

### **D'UNE PART**

### **ET**

### **Le Département de l'Hérault,**

Dont le siège est situé : Hôtel du Département, Mas d'Alco, 1977, avenue des moulins, 34087 Montpellier Cedex 4,  
Représenté par Monsieur le Président du Conseil départemental, Kléber MESQUIDA, dûment habilité aux fins des présentes,

### **D'AUTRE PART**

Lesquelles, préalablement à l'objet des présentes, ont exposé ce qui suit :

## **EXPOSÉ PRÉALABLE**

La loi de décentralisation du 7 janvier 1983, complétée par la loi du 22 juillet 1983, prévoit la répartition, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1986, des compétences des communes, des départements, de la région et de l'État, dans le domaine de l'enseignement :

- les communes ont en charge les écoles primaires et maternelles ;
- les départements ont en charge les collèges ;
- les régions ont en charge les lycées.

La circulaire interministérielle du 9 mars 1992 confirmée par l'arrêt du Conseil d'État du 10 janvier 1994 a mis à la charge des départements et des régions les dépenses liées à la mise à disposition des élèves des installations sportives.

La présente convention a pour objet de définir le cadre juridique et financier de l'utilisation des équipements sportifs de la Ville de Montpellier par les établissements publics locaux d'enseignement rattachés au Département pour l'enseignement de l'éducation physique et sportive.

Il appartient en effet au Département de s'assurer que l'enseignement de l'éducation physique et sportive puisse être dispensé dans des locaux adaptés à cette discipline.

Dans cette perspective, une gestion rationnelle des équipements sportifs existants conduit à privilégier l'utilisation des équipements municipaux ouverts à un plus large public.

Ceci exposé, il a été arrêté et convenu ce qui suit :

## **ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION**

Les établissements publics locaux d'enseignement rattachés au Département et ne possédant pas d'équipements sportifs intégrés en nombre suffisant peuvent utiliser des équipements appartenant à la Ville de Montpellier.

La Ville de Montpellier facturera le coût de cette utilisation au Conseil Départemental de l'Hérault, selon le planning fourni par les établissements et validé par la Ville. La Ville adressera un exemplaire validé à la direction des collèges.

La présente convention a pour objet de définir la place du Département dans le dispositif de facturation de l'utilisation de ces installations et de préciser son engagement financier.

## **ARTICLE 2 – DURÉE DE LA CONVENTION**

La présente convention est conclue pour l'année scolaire 2024-2025, soit du 2 septembre 2024 au 5 juillet 2025.

## **ARTICLE 3 – TARIFS**

Les tarifs applicables font l'objet de l'annexe n° 1.

## **ARTICLE 4 – FACTURATION ET PAIEMENT**

La facturation sera effectuée par la Ville de Montpellier au Conseil Départemental de l'Hérault.

Le montant sera le produit entre le tarif de la catégorie de l'équipement et le nombre d'heures de réservation, en tenant compte du nombre d'équipements accordés par la Ville.

En cas de non utilisation pour des raisons inhérentes à la Ville, un courrier d'annulation de créneau sera adressé au collège, et la déduction correspondante sera effectuée sur la facture du trimestre.

Le paiement de la prestation sera assuré par le Conseil Départemental de l'Hérault à la Ville de Montpellier qui a mis à disposition ses équipements sportifs.

## **ARTICLE 5 – RELATIONS ENTRE LA VILLE ET LES COLLÈGES**

Ces relations seront fixées par voie contractuelle entre les établissements publics locaux d'enseignement et la Ville de Montpellier.

Les conventions à intervenir entre la Ville de Montpellier et les établissements publics locaux d'enseignement traiteront notamment des conditions des installations et du système de réservation.

Une copie de chaque convention sera envoyée par la Ville de Montpellier au Département de l'Hérault.

La liste des établissements concernés est fixée par l'annexe n° 2.

## **ARTICLE 6 – MODIFICATION**

La présente convention annule et remplace, en tant que besoin, tout autre acte antérieur ayant le même objet.

La présente convention ne pourra être modifiée que par voie d’avenant écrit et signé par les personnes dûment habilitées à cet effet.

Fait à Montpellier, le  
(en 2 exemplaires)

Pour la Ville de Montpellier,

Le Maire,

Michaël DELAFOSSE

Pour le Département de l’Hérault,

Le Président,

Kléber MESQUIDA

## ANNEXE N° 1

Les tarifs applicables sont les suivants :

<b>Tarifs appliqués aux écoles hors contrat, collèges, lycées, universités</b>	<b>Unité</b>	<b>Tarif</b>
Location gymnase	heure	17,00 €
Location de plateau éducation physique et sportive	heure	8,00 €
Location de terrain	heure	13,00 €
Location de mur d'escalade	heure	11,00 €
Location de skate parc	heure	11,00 €
Location de court de tennis, de boudodromes	heure	8,00 €

Ces tarifs sont conformes à la délibération tarifaire n° V2023-448 du 11 décembre 2023. Ils évolueront en décembre 2024 pour l'année 2025.



## **ANNEXE N° 2**

Les collèges utilisant les installations municipales sont les suivants :

- Cité Mixte Clémenceau
- Arthur Rimbaud
- Clémence Royer
- Croix d'argent
- Fontcarrade
- François Rabelais
- Gérard Philippe
- Les Aiguerelles
- Les Escholliers de la Mosson
- Les Garrigues
- Marcel Pagnol
- Jeu de Mail
- Port Marianne
- La classe de 6<sup>e</sup> du Lycée Jules Guesde (établissement public local d'enseignement international)



**CONVENTION ENTRE**

**LA VILLE DE MONTPELLIER**

**ET LA RÉGION OCCITANIE / PYRÉNÉES-MÉDITERRANÉE**

**POUR L'UTILISATION DES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS  
MUNICIPAUX PAR LES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS  
LOCAUX D'ENSEIGNEMENT RATTACHÉS À LA RÉGION**

**2024-2025**

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION.....	4
ARTICLE 2 – DURÉE DE LA CONVENTION .....	4
ARTICLE 3 – TARIFS .....	4
ARTICLE 4 – FACTURATION ET PAIEMENT .....	4
ARTICLE 5 – RELATIONS ENTRE LA VILLE ET LES LYCÉES.....	4
ARTICLE 6 – MODIFICATION .....	5
ANNEXE N° 1.....	6
ANNEXE N° 2.....	7

## **ENTRE LES SOUSSIGNÉS :**

### **La Ville de Montpellier,**

Dont le siège est situé : 1, place Georges-Frêche, 34000 Montpellier,  
Représentée par Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier, Michaël DELAFOSSE, dûment habilité aux fins des présentes,

### **D'UNE PART**

### **ET**

### **La Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée,**

Dont le siège est situé : 22, boulevard du maréchal Juin, 31406 Toulouse Cedex 9,  
Représentée par Madame la Présidente du Conseil Régional, Carole DELGA, dûment habilitée aux fins des présentes,

### **D'AUTRE PART**

Lesquelles, préalablement à l'objet des présentes, ont exposé ce qui suit :

## **EXPOSÉ PRÉALABLE**

La loi de décentralisation du 7 janvier 1983, complétée par la loi du 22 juillet 1983, prévoit la répartition, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1986, des compétences des communes, des départements, de la région et de l'État, dans le domaine de l'enseignement :

- les communes ont en charge les écoles primaires et maternelles ;
- les départements ont en charge les collèges ;
- les régions ont en charge les lycées.

La circulaire interministérielle du 9 mars 1992 confirmée par l'arrêt du Conseil d'État du 10 janvier 1994 a mis à la charge des départements et des régions les dépenses liées à la mise à disposition des élèves des installations sportives.

La présente convention a pour objet de définir le cadre juridique et financier de l'utilisation des équipements sportifs de la Ville de Montpellier par les établissements publics locaux d'enseignement rattachés à la Région pour l'enseignement de l'éducation physique et sportive.

Il appartient en effet à la Région de s'assurer que l'enseignement de l'éducation physique et sportive puisse être dispensé dans des locaux adaptés à cette discipline.

Dans cette perspective, une gestion rationnelle des équipements sportifs existants conduit à privilégier l'utilisation des équipements municipaux ouverts à un plus large public.

Ceci exposé, il a été arrêté et convenu ce qui suit :

## **ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION**

Les établissements publics locaux d'enseignement rattachés à la Région et ne possédant pas d'équipements sportifs intégrés en nombre suffisant peuvent utiliser des équipements appartenant à la Ville de Montpellier.

La Ville de Montpellier facturera le coût de cette utilisation à chaque lycée concerné, selon le planning fourni par les établissements et validé par la Ville. La Ville adressera un exemplaire validé à la direction des lycées.

La présente convention a pour objet de définir la place de la Région dans le dispositif de facturation de l'utilisation de ces installations et de préciser son engagement financier.

## **ARTICLE 2 – DURÉE DE LA CONVENTION**

La présente convention est conclue pour l'année scolaire 2024-2025, soit du 2 septembre 2024 au 5 juillet 2025.

## **ARTICLE 3 – TARIFS**

Les tarifs applicables font l'objet de l'annexe n° 1.

## **ARTICLE 4 – FACTURATION ET PAIEMENT**

La facturation sera effectuée par la Ville de Montpellier et transmise à chaque lycée concerné.

Le montant sera le produit entre le tarif de la catégorie de l'équipement et le nombre d'heures de réservation, en tenant compte du nombre d'équipements accordés par la Ville.

En cas de non utilisation pour des raisons inhérentes à la Ville, un courrier d'annulation de créneau sera adressé au lycée, et la déduction correspondante sera effectuée sur la facture du trimestre.

Le paiement de la prestation sera assuré par le lycée concerné à la Ville de Montpellier qui a mis à disposition ses équipements sportifs.

## **ARTICLE 5 – RELATIONS ENTRE LA VILLE ET LES LYCÉES**

Ces relations seront fixées par voie contractuelle entre les établissements publics locaux d'enseignement et la Ville de Montpellier.

Les conventions à intervenir entre la Ville de Montpellier et les établissements publics locaux d'enseignement traiteront notamment des conditions des installations et du système de réservation.

La liste des établissements concernés est fixée par l'annexe n° 2.

## **ARTICLE 6 – MODIFICATION**

La présente convention annule et remplace, en tant que besoin, tout autre acte antérieur ayant le même objet.

La présente convention ne pourra être modifiée que par voie d’avenant écrit et signé par les personnes dûment habilitées à cet effet.

Fait à Montpellier, le  
(en 2 exemplaires)

Pour la Ville de Montpellier,

Le Maire,

Michaël DELAFOSSE

Pour la Région Occitanie /  
Pyrénées-Méditerranée,

La Présidente,

Carole DELGA

## ANNEXE N° 1

Les tarifs applicables sont les suivants :

<b>Tarifs appliqués aux écoles hors contrat, collèges, lycées, universités</b>	<b>Unité</b>	<b>Tarif</b>
Location gymnase	heure	17,00 €
Location de plateau éducation physique et sportive	heure	8,00 €
Location de terrain	heure	13,00 €
Location de mur d'escalade	heure	11,00 €
Location de skate parc	heure	11,00 €
Location de court de tennis, de boudromes	heure	8,00 €

Ces tarifs sont conformes à la délibération tarifaire n° V2023-448 du 11 décembre 2023. Ils évolueront en décembre 2024 pour l'année 2025.

## **ANNEXE N° 2**

Les lycées utilisant les installations municipales sont les suivants :

- Françoise Combes (internat excellence)
- Jules Ferry
- Cité Mixte Clémenceau
- Jules Guesde
- Georges Frêche
- Pierre Mendes France